

I. Contexte

La recrudescence des attaques des localités par les assaillants continue d'occasionner le mouvement des populations vers Kinshasa, Kwango et Kwilu. Le déplacement reste très dynamique à la suite de persistance de l'insécurité et au déplacement cyclique des populations. Entre le 8 et le 15 décembre, 5 attaques ont été enregistrées à Kwamouth, Masambio et Bangata.

Le conflit n'est plus TEKE -YAKA, il s'est élargi aux MBALA qui sont du côté Yaka. Il y a également risque de formation des plusieurs groupes (milices) d'auto-défense à caractère tribal dans la zone si les mesures idoines ne sont pas prises. Plusieurs décès enregistrés depuis le désengagement de MSF/B qui assurait la prise en charge des déplacés. 8 décès en une semaine et environ 10 cadavres nécessitant l'enterrement. (Besoin d'appui en santé, nutrition et Wash en faveur des déplacés dans les trois provinces). Il n'est pas exclu que la situation se détériore davantage avec les élections qui pointent à l'horizon. D'après certains observateurs, il y aurait des tireurs de ficèles politiques au niveau national qui, pour des raisons politiques pourraient attiser le feu dans la zone pendant cette période préélectorale.

Il y'a un risque d'extension de l'insécurité dans les périphéries de Kinshasa où l'on signale la présence de déplacés en provenance des localités situées le long du fleuve Congo.

II. Réponse humanitaire dans la zone

La réponse humanitaire reste timide et ponctuelle. Elle nécessite une adaptation en termes de complémentarité, priorités zonales et sectorielles au regard du contexte qui est changeant et évolutif dans la zone.

Les activités financées par le Fonds Humanitaires n'ont pas encore commencé. Toutefois elles devraient se coordonner avec celles financées par d'autres bailleurs (ECHO) pour être complémentaires et efficaces.

III. Accès

La zone est difficilement accessible physiquement surtout en cette saison pluvieuse. Les partenaires qui mettront en œuvre les activités devront penser aux alternatives pour accéder aux bénéficiaires, surtout ceux des milieux enclavés.

L'accès sécuritaire demeure un frein au retour des déplacés dans plusieurs zones de provenance (Masias, Kikongo, Masambio et aux environs de Kwamouth).



IV. Principales activités réalisées

- Mise en place d'un système de veille humanitaire à travers la constitution d'un comité d'alerte précoce (Cfr la liste)
- Mise place des mini CMP ayant vocation de récolter, analyser et valider les données mouvement des populations de Kwilu, Kwango et Maindombe. (Cfr la liste)
- Rencontre avec les autorités provinciales (vice-gouverneur, président de l'assemblée provinciale) et quelques leaders communautaires (président de la société civile et abbé catholique)
- 3 réunions avec les partenaires humanitaires et quelques-uns de développement
- Identification d'un point focal pouvant faire acting d'OCHA durant son absence. Mr Damien BUNGU joignable aux : canacubdd@gmail.com et au 081 035 9000.
- Actualisation du 3 W avec l'appui du collègue IM.
- Mise en place des listes de contact des partenaires avec l'appui du collègue IM
- Actualisation des données CMP avec l'appui du collègue IM
- Partage des formulaires d'alertes et collecte des données CMP aux divers groupes constitués.
- Sensibilisation PSEA aux partenaires humanitaires et quelques acteurs de développement de la place.

V. Principales recommandations

- Le GAP est quasiment dans tous les secteurs.
- Besoin d'une présence temporaire rotative d'OCHA pour au moins 3 mois dans la zone (Kwamouth de Kinshasa et Bandundu ville pour couvrir Mashambio) pour coordonner les activités des partenaires financés par le FH et d'autres bailleurs. Ceci éviterait les doublons et canaliserait l'assistance aux bénéficiaires, vu le contexte dynamique de la zone.
- Nécessité de mobiliser les acteurs NEXUS dans la zone et commencer les réflexions sur les actions durables pouvant être menées, après la capitalisation des acquis d'activités d'urgences mises en place par les acteurs humanitaires.
- Besoin de coordination avec les acteurs ayant reçus le financement d'autres bailleurs pour être complémentaires dans la réponse et stratégiques dans les priorités. (500.000 £ d'ECHO à Caritas Congo pour la même crise)
- Besoin d'une mise à jour du plan de réponse crise Maindombe (nouveaux besoins en termes des zones et secteurs au vu de l'évolution de la situation)
- Besoin d'une bonne analyse d'accès qui inclus la logistique pour voir comment apporter la réponse aux bénéficiaires de cette zone enclavée.
- Que les partenaires qui mettront en œuvre les activités prennent le temps de bien expliquer les différents projets aux autorités pour éviter une mauvaise perception de activités à mener sur terrain.
- Une analyse Do No Harm avant toute intervention dans cette zone où préexiste le conflit intercommunautaire.